

Marc Lohez
3 novembre 2003

Le génie du local ?

Deux cafés récents mettent en question les vertus démocratiques et d'efficacité supposées de la gestion locale dans un contexte de relance (difficile) de la décentralisation en France.

La gestion locale a été très tôt une préoccupation des cafés géographiques qui ont à plusieurs reprises invité des acteurs locaux... parfois géographes comme c'était le cas de Gérard Dorel invité en 1999 :

- [La gestion du milieu local](#) (compte-rendu complet)

Les vertus supposées de la gestion locale ont été particulièrement mises en valeur à l'arrivée au pouvoir au printemps 2002 de Jean-Pierre Raffarin. Celui-ci affirmait alors sa proximité avec la "[France d'en bas](#)". Mais au delà des considérations strictement sociologiques et politiques, les notions « d'éloignement », de « proximité », dans la bouche d'un sénateur et élu local aussi enraciné que Jean-Pierre Raffarin, suggéraient une logique plus territoriale : l'opposition France d'en haut- France d'en bas était aussi (surtout) celle entre le central et le local, entre les desseins des décideurs parisiens et les réalités du terrain. Un pouvoir plus proche de la France d'en bas était évidemment un pouvoir davantage décentralisé. Le chef du gouvernement a donc fait approuver au printemps dernier en conseil des ministres un projet de loi transférant de plus larges compétences de gestion aux collectivités locales, provoquant d'ailleurs quelque grogne jusque dans son camp.

Le regain de confiance porté au "local" vient toutefois de plus loin, dans un contexte idéologique décrit par E. Bonerandi lors du café du 2 mai 2002 à Lyon :

"- Le local est aussi une pratique et une idéologie qui reposent sur l'idée généralement admise que *small is beautiful*. Une telle conception naît dans les années 1960 et 1970, en réaction à la gestion centralisée et centralisatrice de l'après guerre. On revendique désormais, le développement par le bas, le développement autocentré, voire l'autogestion (à l'image de ce qui a été fait dans le Larzac) autour de courants associatifs solidement structurés comme les Jeunesses Agricoles Chrétiennes (JAC), les Jeunesses Ouvrières Chrétiennes (JOC) ou le courant de l'éducation populaire ; ces idées ont largement été diffusées dans les pays développés (« riches ») par les coopérants de retour de leur mission ou de leur service militaire, favorisant le développement du courant tiers-mondiste. C'est l'époque où l'on commence à envisager différemment les rapports au centre et les relations au pouvoir. Cela se traduit politiquement par la décentralisation administrative qui aboutira en 1982 aux lois Defferre. On cherche ainsi à promouvoir la gestion locale qui va de paire avec le développement respectueux des sociétés et des territoires. Le cadre juridique idéal est celui de la contractualisation (qui s'épanouit souvent dans le cadre des contrats de plan Etat-Région, de l'intercommunalité, ou de structures associatives). De nouvelles formes de co-construction voient le jour autour de la notion de gouvernance locale. On négocie, on se concerte et on

décide parfois entre acteurs locaux de différents horizons. On prône la représentation tripartite de la société, entre élus politiques, acteurs économiques et représentants associatifs."

Compte rendus complets :

- [Le renouveau du local en Géographie](#)
- [Les budgets communaux favorisent-ils le développement local ?](#)
- [Le pouvoir local est-il vraiment démocratique ?](#)

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net